

19 NOVEMBRE 2021 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DECLARATION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE REUSSIR ENSEMBLE LA SAMBRE-AVESNOIS-THIERACHE

[Télécharger le .pdf](#)

Je suis heureux d'être parmi vous ce soir, dans ce lieu. Merci, Monsieur le maire de nous accueillir dans ce lieu qui, j'ai compris, n'est pas simplement cher à votre ville, mais aussi à votre cœur, il signifie beaucoup pour vous et je dois dire que, élu depuis quelques semaines, j'avais reçu un formidable panier de votre Président Nicolas FRICOTEAUX qui m'avait envoyé en même temps l'album du Familistère, donc je nourrissais l'espoir depuis de venir parmi vous.

En tout cas, je suis heureux d'être là. Je salue nos parlementaires ici présents, des deux départements concernés. Je salue l'ensemble des maires des départements concernés. Je sais aussi qu'on a des maires des Ardennes qui sont là, qui m'ont interpellé l'autre jour pour dire : on déborde aussi au-delà, si on est à proprement parler, donc je suis heureux que vous puissiez être là. Saluer les présidents des Conseils départementaux, le président du Conseil régional, le président d'agglomération, Messieurs les préfets, Monsieur le DG de l'ARS, Madame la rectrice, Monsieur le DG de l'ANCT, Madame la directrice des Voies navigables de France, SNCF, l'ensemble des services de l'Etat, comme vous l'avez d'ailleurs très justement, cher Benjamin, rappelé.

Je suis parmi vous ce soir, d'abord pour tenir un engagement, puisque quand on a signé ensemble, vous l'avez rappelé, il y a maintenant 3 ans, presque jour pour jour, on avait pris l'engagement de lancer des choses qui paraissaient impossibles, et on s'était dit « on se donne 3 ans ». Nous y sommes et je pense que c'était une bonne chose de pouvoir passer les choses en revue et je voulais vraiment rendre hommage à tous les élus que vous êtes qui avez participé à ce travail, plus que ça, qui avez porté les projets ; les deux présidents de Conseils départementaux se sont exprimés, le président du Conseil régional aussi, je veux vous remercier parce que ce sont des projets que vous poussiez, que vous aviez en main. Je veux aussi saluer vos prédécesseurs Jean-René, Jean-Pierre, merci d'être là tous les deux, et vous vous êtes battus aussi depuis des années pour pousser beaucoup de ces projets. La députée CATTELOT, le président SAINT-HUILE, et puis le maire Bernard BAUDOUX, ont été cités aussi, qui ont été des contributeurs et des déclencheurs de ce pacte, mais merci pour cela. Ce pacte, il est venu à un moment où on a aussi lancé la stratégie pauvreté. Je n'oublie pas que vos départements ont été des préfigurateurs, que vous avez pris des risques dès le début de faire les choses, et on y a découvert énormément de synergies, que vous avez très bien rappelées dans vos interventions.

Ces trois années sont d'abord la consécration d'une méthode. C'est la méthode qui est née du terrain, de notre expérience collective, de vos propositions, de l'énergie qu'il y avait, et qui pour moi, est le fruit de deux choses. D'abord, un sentiment d'avoir été abandonné pendant des décennies. Beaucoup me l'ont dit, certains me l'ont rappelé ce matin encore, à Aulnoye-Aymeries quand on était là, on l'avait entendu à Avesnes-sur-Helpe, ou à Maubeuge, beaucoup de gens disaient : « Au fond, on est au milieu de nulle part. On n'était pas dans les priorités des politiques publiques. On est une part du territoire qui a toujours été lâchée, dont les projets sont toujours repoussés de proche en proche. » La deuxième chose, c'est que les projets ne sont pas venus d'en haut. Parfois, vous les portiez depuis des décennies et ils ne trouvaient pas leur financement, c'étaient des Arlésiennes et c'était des nécessités pour cette bataille pour la lutte contre la pauvreté, et oserais-je dire, pour la dignité, parce que c'est ça le combat qu'on mène. Cette méthode-là, c'est celle que je présentais hier au congrès de l'Association des maires de France. Elle est un peu le fruit pour moi de ce pacte Sambre-Avesnois-Thiérache. Différenciation, contractualisation, pluri-annualité.

La différenciation, c'est de se dire : il y a des politiques publiques, on est un pays qui aime l'égalité, ça fait partie de nos valeurs, de notre devise, mais on a besoin de s'adapter aux réalités du terrain, elles

sont différentes. Et ce que vous vivez, les taux de pauvreté, les taux d'illettrisme, - vous l'avez rappelé Monsieur le maire à juste titre - les taux de mortalité ne sont pas les mêmes ici qu'ils le sont même à Lille ou Amiens, on le sait. Donc il faut accepter d'avoir des politiques différenciées et de mettre le paquet dans des territoires qui ont vécu des blessures de l'histoire, qui ont concentré des difficultés économiques et sociales ou qui ont des difficultés d'accès qui font que la réalité n'est pas la même. Contractualisation, c'est de se dire : « Au fond, il faut que pour les élus qui portent des projets avant tout, on simplifie les choses ». Arrêtons de gérer en silos, simplifions pour dire « on met tout dans un contrat », qui donne une visibilité aux élus, aux territoires, à la population et qui permet de passer un véritable pacte, ce qu'on a fait, c'est-à-dire on met des moyens, mais on attend des résultats. Et puis pluri-annualité, j'y crois de plus en plus, c'est ce qu'on a multiplié. Pour avoir de la visibilité, c'est impossible d'avoir des crédits année après année parce qu'on ne sait pas évaluer au bout d'un an ce qui a marché, ce qui n'a pas marché. Il faut parfois deux-trois ans de recul parce que si au bout d'un an, on décide de revenir en arrière, d'arrêter les choses, ça ne marche pas. C'est cette visibilité, cette pluri-annualité, dont on s'est doté dans ce pacte.

Les résultats sont là et en quelque sorte, on a fait mentir la fatalité. Vous l'avez rappelé, je ne vais pas ici faire la litanie de ce que vous avez très bien décrit : le canal de la Sambre qui depuis 15 ans était fermé, a été rouvert ; la fameuse RN2 et la deux fois deux voies, ces travaux qui étaient nécessaires, maintenant les études sont menées, tout ce qu'on avait prévu est là et nous allons dans le pacte, vous l'avez signé, donc c'est fait, rendre cela irréversible en mettant dans le dur les montants, les travaux et les avancées, et donc rendant irréversible ce qu'on pensait impossible il y a 3 ans. Et puis, sur les sujets de réindustrialisation, de santé, d'éducation, là aussi, on a les premiers résultats. J'en veux pour preuve à Maubeuge : on a baissé depuis le début du pacte jusqu'à aujourd'hui, le taux de chômage de 2,6 points. C'est deux fois plus que la moyenne régionale, c'est plus de trois fois plus que la moyenne nationale dans un territoire et c'est le fruit de cette stratégie pauvreté et du pacte. Mais en mettant le paquet, on y arrive. Sur les résultats scolaires, là aussi, partout on a mis le paquet puisqu'on a été beaucoup plus vite et plus fort dans les établissements sur le dédoublement. Et vous avez raison de rappeler l'illettrisme. Je sais, chers présidents, combien vous êtes l'un et l'autre engagés sur ce sujet. On a baissé de deux points le taux des décrocheurs et on sait encore tout le travail qu'il reste à faire. Donc, on a les premiers résultats qui sont là, qui montrent que sur les infrastructures on a avancé, sur l'éducation, la santé, on a réussi à avoir des premières concrétisations de cette politique.

Maintenant, il nous faut aller plus loin. D'abord, merci du volontarisme que vous avez exprimé. Je sais, cher président, que vous avez ici signé votre stratégie pauvreté dans ce lieu éminemment symbolique et je vous ai entendu, président, sur votre mobilisation dans la lutte active contre la pauvreté qui est totalement ce qu'on porte, qui va avec ce contrat d'engagement jeune, la généralisation des garanties qui, au fond, est de retrouver l'emploi, la dignité et en effet, de réussir sans attendre. Je pense que c'est ce qu'on doit continuer de viser, car nous devons aller vers une société du plein emploi. C'est pourquoi ce deuxième pacte, nous allons le bâtir autour d'abord de la consolidation des acquis sur les infrastructures. Sur le canal, sur le pacte avec la SNCF, avec un gros investissement sur les travaux du quotidien pour fiabiliser, et ça, c'est vraiment le travail entre SNCF Réseau et la région, et merci de cet engagement et je sais combien vous y êtes les uns les autres impliqués pour fiabiliser les trajets du quotidien, ce qui permet à la fois de vivre, ce qui permet d'irriguer certains territoires, ce qui permet aussi d'avoir la réindustrialisation partout où on veut la faire. Et puis, ces infrastructures, ce sont celles qui permettront de consolider les grands aménagements qui ont été évoqués par les uns et les autres même si j'ai compris que le ministre de l'Intérieur maintenant se demandait comment négocier les mêmes financements que le maire de Maubeuge et le président de l'Agglomération, donc vous allez avoir des sujets régionaux à gérer. Mais c'est une émulation par le haut et c'est une très bonne chose. Plus sérieusement, sur les infrastructures, nous allons donc consolider et on le met dans le dur.

La deuxième chose, c'est d'aller plus vite et plus fort sur, vous l'avez très bien dit, la revitalisation économique. Là-dessus, il y a le fonds de 30 millions qui va permettre de porter beaucoup de projets, et qui est vraiment 10 millions par an sur ce deuxième pacte qui va nous permettre d'aller beaucoup plus

vite et plus fort, et en plus duquel nous allons mobiliser, en effet, sur les friches. Puisque dans beaucoup de villes, il y a des friches industrielles, vous avez eu raison de rappeler qu'il y a aussi des friches qui ne sont pas qu'industrielles mais qui peuvent être liées à des emprises historiques de service public ou d'infrastructures, et donc il y a au moins 5 millions qui seront mobilisées en plus sur les friches et qui vont nous permettre de développer des projets, mais ce fonds va nous permettre sur l'activité économique, la relance des grands projets, sur les 3 ans qui viennent, d'aller encore plus vite et plus fort et de consolider tout ce qui a pu être fait. L'objectif, ça doit être évidemment de consolider nos performances industrielles et la réindustrialisation du pays et tout ça vient en plus de ce qui a été fait par France Relance et de ce qui sera fait par France 2030. Je rappelle qu'on a touché près des trois quarts des PME avec ces programmes. Ce qui est inédit dans notre pays. Donc, on a irrigué, là aussi, au plus près du terrain. Tout ça ne se fera qu'en consolidant les efforts qu'on a fait tous ensemble ces dernières années : sur l'industrie automobile avec Renault et comme on en parlait en arrivant aussi sur la sidérurgie et tous les métiers qui, au-delà de la Sambre-Avesnois-Thiérache, sont vitaux pour la région et je suis, comme vous engagé, qu'il s'agisse d'Ascoval ou Vallourec, pour qu'on consolide véritablement tout ce qu'on a fait ensemble pour maintenir l'activité, développer la réindustrialisation et nous permettre de monter en gamme. Tout ça doit nous conduire à rattraper le retard qu'on a sur le territoire et à bénéficier à plein de l'effort collectif qu'on est en train de faire pour réindustrialiser notre pays. Je le dis ici avec beaucoup de force parce que nous avons les forces vives, la culture et l'âme pour le faire. Nous sommes dans des territoires qui aiment le travail, l'industrie et les métiers dont je parle. C'est pour ça que, à mes yeux, ce que nous mettons dans ce pacte aussi avec l'internat et le CFA, vous l'avez rappelé, Monsieur le maire, sont des avancées très importantes pour permettre, là aussi, de consolider la possibilité pour nos jeunes d'accéder à ces métiers et de faire partie prenante, si je puis dire, de ces réussites du territoire.

Ensuite, ce qu'on va, sur ce deuxième pacte, accélérer très fortement, ce sont les deux pivots qui, en quelque sorte, irriguent ce lieu même où nous sommes et l'esprit des lieux. L'investissement dans l'humain. Tout ce qu'il fallait pour relancer à la fois l'économie et les infrastructures, et c'est ce que nous faisons dans le pays tout entier, mais on doit produire davantage, on doit reproduire partout, on doit recréer les emplois industriels et on doit le faire pour pouvoir avoir des modèles de solidarité, distribuer pour investir dans l'humain. Pas distribuer pour réparer, comme on l'a fait trop longtemps. Pas mettre en concurrence la réparation face à la production, parce qu'on ne peut pas réparer longtemps si on ne produit plus. Non ! Réussir à produire de la richesse pour pouvoir la réinvestir dans les femmes et les hommes et dans nos territoires. Donc les deux investissements jumeaux qui vont structurer, vous verrez, les décennies à venir dans notre pays, c'est l'éducation et la santé. On a fait beaucoup ces dernières années, la crise nous a encore conduits à faire davantage, mais cette deuxième génération du pacte, c'est celle qui va nous conduire à encore démultiplier les efforts sur ces deux politiques. Alors en effet, on va accélérer encore évidemment les taux d'encadrement, ce qui est une bataille clé, vous l'avez parfaitement rappelé, parce que quand on est dans des territoires qui ont plus de difficultés familiales - je me souviens très bien de notre échange, en effet, ensemble, à la cantine du collège - quand les difficultés se concentrent, on doit être très rigoureux sur l'extra familial. C'est d'ailleurs pour ça qu'on a pris des lois extrêmement rigoureuses pour lutter contre les séparatismes et je dois dire qu'elle a été largement inspirée de nos échanges à l'époque. Mais on doit aussi réinvestir dans une continuité et ce qu'on va, avec cette deuxième génération du pacte, faire sur l'éducatif, c'est aller plus loin sur les dédoublements et le taux d'encadrement, c'est développer les cités éducatives, les internats qui sont clés, là aussi, pour la justice sociale, développer les initiatives pour l'apprentissage des savoirs fondamentaux, mais continuer aussi sur le territoire. C'est un appel collectif à la bonne volonté, aux expérimentations que les lois que Madame la ministre a passées nous permettent de faire, c'est-à-dire faire encore travailler davantage l'Éducation nationale, les élus et les associations. Car quand il y a de la pauvreté et de la difficulté familiale, vous savez comme moi que le temps de l'enfance ne commence pas et ne s'arrête pas aux portes de l'école. On a besoin de construire des solutions éducatives qui sont cousues main mais couturées tout le temps de la vie de l'enfant. Il faut se donner beaucoup plus de moyens, beaucoup plus d'accompagnement et il faut réussir à couturer tout cela. Je

veux qu'avec cette deuxième génération de pacte, on puisse véritablement là aussi un peu casser les codes, décloisonner les choses. La loi maintenant nous permet de le faire parce qu'on l'a passée pour construire des solutions éducatives qui correspondent aux besoins du terrain et de nos enfants. C'est absolument indispensable. A cet égard, plusieurs de vos communes, Monsieur le maire, ont déjà pris des initiatives qu'on va relayer et que ce pacte permettra d'accélérer.

Deuxième grand investissement, c'est l'investissement en termes de santé. On était ce matin à la maison de santé à Aulnoye-Aymeries. On voit les chiffres, beaucoup de choses ont été faites grâce à votre mobilisation et à vos batailles sur le terrain. On a mis des moyens, on a créé plusieurs maisons de santé avec le pacte première génération. On va aller beaucoup plus vite et beaucoup plus fort. Au-delà des 100 millions de ce pacte deuxième génération, il y a les 1,4 milliards du Ségur sur la région, ce qui correspond à quelque chose autour de 70 à 100 millions pour la Sambre-Avesnois-Thiérache, puisqu'on a plusieurs centres hospitaliers qui feront l'objet d'un investissement inédit : Château-Thierry - je me souviens encore de ma visite et on savait les besoins, enfin, on va pouvoir investir -, Fourmies, à plusieurs autres endroits du territoire, dans des maisons de santé pluridisciplinaire et avec, là aussi, le même esprit qui est le décloisonnement. Qu'est-ce qu'on doit faire ? Réussir à accompagner les initiatives que vous avez pris parfois depuis plusieurs années et que vous aviez pris historiquement un peu seuls. Le défi, on le connaît tous, c'est que vous avez une population qui vieillit, qui a besoin de plus de soins et plus de soins chroniques, qu'on a laissée, et ça, c'est le fruit de décennies et de décennies de choix. On a réduit le nombre de médecins, du coup, il en manque. À partir de 2018, on a rouvert, mais on va mettre 10 ans à former les nouvelles générations et vous avez une population de médecins qui elle aussi a vieilli et qui commence à partir à la retraite. Donc, là, on a quelques années qui vont être très difficiles. Et donc il faut redoubler d'efforts. Qu'est-ce qu'on fait ? On investit dans les maisons de santé et on investit dans les centres hospitaliers. On investit aussi dans les personnes, c'est-à-dire pour mieux accompagner et inciter les médecins à venir et à s'installer en faisant des choses très concrètes qui sont le fruit de vos expériences, mais qu'on va généraliser sur tout le territoire. Et donc, en permettant à avoir le maximum de médecins qui vont encadrer et être maîtres de stage pour nos externes et nos internes, parce qu'à chaque fois qu'on a un externe ou un interne qui vient dans une de vos communes, auprès d'un médecin généraliste, dans une maison de santé, dans le centre hospitalier de périphérie, il découvre ce que c'est que l'expérience de la vie dans votre territoire, et une fois sur je ne sais combien, on multiplie nos chances de le garder ou de la garder et qu'il ou elle s'installe. Ensuite, mettre plus de moyens pour proposer des postes pour salarier celles et ceux qui le veulent. C'est le choix de certains. Il faut pouvoir offrir ce choix pour permettre aussi de faire de la recherche universitaire dans les maisons de santé, sur le territoire et dans les centres hospitaliers qui sont parfois loin des métropoles. Là-dessus, il y a une mobilisation, on était avec les doyens et de Lille et d'Amiens ce matin, qui va nous permettre complètement de réinventer les choses. Là aussi, il faut casser les barrières. Donc cet investissement va être massif, on y met les moyens. Mais là aussi, on va innover dans les pratiques et on va continuer comme on l'a fait ensemble ces trois dernières années, d'innover, d'inventer des solutions à façon qui correspondent aux besoins du territoire, pour se battre contre ce qui est un sentiment de fatalité et parfois une réalité sur certains territoires qui est qu'on n'a plus de rendez-vous de médecin et qu'il faut parfois faire plus de 100 à 150 km pour trouver un spécialiste ou attendre des mois pour avoir un rendez-vous. C'est ça la réalité, malheureusement de trop, on le sait, de nos compatriotes sur ce territoire et sur plusieurs autres. Donc là, sur ce pilier santé, on va vraiment investir massivement, dans les femmes et les hommes, dans les formations, dans le changement des habitudes et dans les infrastructures et de manière inédite.

Puis enfin, vous m'avez aussi sollicité sur la culture et vous avez raison. Parce que quand on parle de l'investissement dans l'humain, c'est le sens dont on a besoin. Nous allons continuer, ici même au Familistère, vous avez gagné un appel à projets qui va nous permettre de continuer à avancer. Donc, je peux vous rassurer, Monsieur le maire, nous serons au rendez-vous des projets à venir, à vos côtés et aux côtés du Familistère pour la suite. Nous avons commencé les Micro-Folies qui se sont déployés sur le territoire à vos côtés. Ce sont ces Micro-Folies qu'on va généraliser. On a des magnifiques projets sur le territoire et je sais combien les préfets et le DRAC sont eux aussi ici attentifs. Là aussi, il y aura une

accélération sur les sujets culturels : accès à la culture, résidences d'artistes, offre culturelle. Parce que nos concitoyens y ont droit, parce que c'est une manière aussi de bâtir la vie belle et heureuse, dans ces territoires. Vous le savez mieux que moi, tout cela est un tout. On peut réattirer des médecins, si on offre à leurs conjoints ou leurs conjointes un emploi et qu'on bâtit l'attractivité économique, s'il y a des bonnes écoles pour leurs enfants et une formation de meilleure qualité que dans certaines métropoles, et s'il y a une offre culturelle qui permet de vivre heureux pour des gens qui sont médecins, qui sont cadres, etc. C'est ce à quoi vous aspirez et qui nous permet tous d'aller vers le haut. C'est exactement cette solution complète qu'on est en train de bâtir, mais qui croit dans les femmes et les hommes.

Sur les sujets, président, cher Benjamin, sur lesquels vous m'avez sollicité, sur les zones franches, moi j'en partage la dynamique et, comme vous l'avez expliqué, nous l'avons fait sur plusieurs zones qui, historiquement, avaient été instruites. Ce sujet, nous sommes un peu, on le sait, cadenassés par les débats européens. On est en train de le rouvrir. C'est un des sujets, j'aurai l'occasion de le dire dans quelques semaines, que nous allons, nous, mettre au cœur de notre présidence et qu'au nom de la France je porterai. Ça concerne le territoire pour ce sujet, ça en concerne d'autres d'ailleurs dans la région, on en parlait ensemble il y a quelques semaines avec plusieurs d'entre vous, Christian était là, Xavier aussi, quand on était sur les batteries, parce qu'on a besoin aussi de zones franches industrielles pour développer nos batteries. Tout ça, ce sont des sujets dont on a besoin à l'Europe. On est en train de rebattre les cartes sur ces sujets. Pourquoi ? Parce qu'il y a beaucoup d'injustices et certains territoires, qui ne sont pas toujours les plus sympathiques avec l'idée européenne, beaucoup plus loin que nous vers l'Est, et qui ont historiquement eu beaucoup de zones franches, nous reprennent de l'industrie en utilisant ces zones franches, ne respectent plus tout à fait les règles européennes, et nous on nous explique qu'il faudrait faire comme avant. Là, on mène un combat à quelques-uns pour les rouvrir. On va mener ce combat. Il y a aussi les zones franches qu'on veut pouvoir obtenir pour faire face à la concurrence déloyale dont on a peur côté britannique, dans le Calaisis. Ça, ce sont des combats... On a besoin, on les demande à l'Europe, d'une autorisation européenne parce qu'on ne peut pas les mener simplement au niveau national. Mais on va les mener, et ça vous avez mon engagement, et on va y mettre un coup d'accélérateur sous présidence française.

Sur votre deuxième demande, on va faire mieux qu'un coup de téléphone puisque, c'est le hasard du calendrier, votre vision est parfaitement partagée sur le caractère transfrontalier et les axes évoqués. Vous aurez des ambassadeurs de luxe dès lundi puisque le Premier ministre se rend en Belgique et vous avez votre ministre de l'Intérieur, local de l'étape, qui sera à ses côtés. Ils porteront ce message et cette volonté de coopération sur ce sujet, comme d'ailleurs sur d'autres sujets, puisqu'on veut aussi renforcer les coopérations, et je sais ô combien c'est important pour le département et la région, sur des sujets de sécurité, de contrôle des flux, de coopération judiciaire. Sur tout ça, on va aussi chercher à renforcer le transfrontalier, et c'est pour ça que je souhaitais que le Premier ministre puisse aller avec plusieurs membres du Gouvernement en Belgique.

Sur le dernier point que vous avez évoqué, on va évidemment regarder le sujet et je suis, comme vous le savez, engagé sur tout cela. Président, sur le sujet de la pêche, je vous ai parfaitement entendu et vous savez comme nous sommes là aussi mobilisés. Je veux être ici à l'égard de nos pêcheurs à la fois solennel et volontariste. Vous savez, il y a un an, à peu près tous mes collègues européens, et parfois d'ailleurs celles et ceux qui négocient en notre nom - ils l'ont oublié - disaient « Il ne reste plus que ça, vous allez conclure, vous n'allez pas bloquer tout le Brexit avec la pêche ». Moi, j'y ai passé, j'étais à l'époque malade, c'était un peu plus tard dans l'année, les jours et les nuits à passer des coups de fil et à bloquer la négociation parce que je leur ai dit « C'est simple, le jour du lendemain, le visage du Brexit, ce sera nos pêcheurs. » Nos pêcheurs, à la fois parce que ce sont des femmes et des hommes qui se battent pour eux-mêmes, pour leur travail et pour leur dignité, nous ne les lâcherons pas. Et nous avons négocié un bon accord. Nous ne l'avons fait que parce que la France s'est battue et jusqu'au dernier quart d'heure. Jusqu'au dernier quart d'heure. Moi, je crois à la parole tenue, ma présence aujourd'hui vous le montre. Je ne lâcherai jamais nos pêcheurs. Jamais. Mais il y a une chose qui est, qui doit être comprise par tout le monde : ce n'est pas un sujet entre la France et le Royaume-Uni. Ce n'est pas un

sujet entre les Hauts-de-France et le Royaume-Uni. C'est un sujet européen. Moi, j'exige que la Commission européenne défende l'accord que les Britanniques ont signé avec nous. Parce que c'est trop facile de se défilier sur nous et de dire une fois encore « c'est seulement les Français ». Ce que j'ai fait il y a quelques semaines, c'est qu'on a monté le ton, on a durci, comme vous l'avez vu. J'ai moi-même vu le Premier ministre JOHNSON pour dire « ce sont les semaines de la dernière chance. Je n'arriverai pas à Noël dans cette situation ». On a eu une bonne partie des licences, mais pas toutes. Celles qui ne nous ont pas été données, qui touchent nos pêcheurs à Boulogne, Étaples, certains en Normandie, quelques autres en Bretagne n'ont pas de justifications qui nous ont été données. Aucune. Ni à Bruxelles, ni à Londres. Donc là nous nous battons, et jusqu'au dernier quart d'heure, pour avoir Bruxelles qui nous défend. J'ai reparlé ce matin à la présidente VON DER LEYEN, on ne lâchera rien. Pour protéger nos pêcheurs dans cette durée, ce qu'a dit la ministre hier, qu'est-ce que c'est ? Il faut faire attention, il ne faut pas mettre de l'huile sur le feu, il faut être respectueux de nos pêcheurs. La ministre a dit : « On vous accompagnera ». Pourquoi ? Parce que les Britanniques jouent avec nos nerfs et nous font attendre ; ce n'est pas à vous de payer l'addition. Nous serons à vos côtés aussi longtemps qu'ils vous feront attendre. Mais nous, nous ne capitulerons jamais ; ce n'est pas l'habitude de la maison. Donc on va se battre jusqu'au bout. Je recevrai tous les pêcheurs parce que je ne veux pas laisser les Britanniques nous diviser. Ils ont joué un jeu où ils ont divisé les différentes zones de pêche, ce qui est terrible. Je recevrai les pêcheurs de toutes les régions concernées. Une fois que j'aurais eu les retours de la Commission européenne, et avant Noël, la France aura pris une position à leur apporter parce que je considère que c'est à la Commission de le faire en notre nom commun, et je ne veux pas en faire un sujet de la présidence française parce que tous les autres vont nous regarder en disant : « c'est vous tout seul ». Or, tous les autres sont en train de se planquer derrière nous. Parce que la vérité, c'est qu'il y a des pêcheurs belges, il y a des pêcheurs danois, il y a des pêcheurs allemands. Ce sujet, je vous confirme : il est pris au plus haut niveau. Je vous confirme : il fait l'objet d'un engagement jour et nuit. Je vous confirme : tous les pêcheurs de toutes les régions concernées seront reçus, sans nous laisser diviser par qui que ce soit, sans nous laisser instrumentaliser par qui que ce soit, et nous serons tous ensemble. Je vous remercie de tout le travail qui a été fait sur ce sujet, de votre engagement, président, comme vos collègues en Normandie et en Bretagne. J'aurai à mes côtés les trois présidents de région, j'aurai à mes côtés l'ensemble des comités des pêches, et j'aurai à mes côtés l'ensemble des maires et des élus des territoires concernés. Parce qu'on ne laissera tomber personne. Pas un pêcheur et pas un territoire. C'est comme ça que j'ai toujours fait, parce que la Nation doit rester unie face à celles et ceux qui jouent avec nous et qui se moquent de nos pêcheurs.

Sur tous ces sujets, Mesdames, Messieurs les élus, je veux vraiment que vous soyez convaincus d'une chose : il n'y a pas de fatalité, il n'y a que de la détermination. Moi, j'avais été frappé, en effet, il y a un peu plus de trois ans, par ce qu'on avait entendu, par la colère parfois, le désespoir ailleurs, mais en même temps, par tous les projets que vous portez et que vous continuez de porter aujourd'hui sur le territoire et de ce volontarisme qui est le vôtre. Je ne crois qu'en cela. Dans ce moment où parfois, dans la vie de la Nation, on essaie de nous diviser, on essaie de nous faire regarder derrière, de nous dire qu'on serait foutu. Vous, vous êtes les ambassadeurs de l'espérance. Vous toutes et tous, parce que vous, vous vous êtes engagés, parfois depuis des décennies, d'autres fois plus rapidement, dans les collectivités territoriales, au service de l'Etat, dans des opérateurs, dans des territoires qu'on dit difficiles. Vous y êtes nés pour certains, vous l'avez dit avec beaucoup d'émotion. Depuis des décennies, vous y êtes engagés alors que vous étiez qui professeurs, qui chefs d'entreprise. Parce que vous les aimez, ces territoires, vous les aimez. C'est ça, ce visage qu'il faut donner de notre pays : celui de l'attachement qui ne cède devant rien, devant aucun déclinisme, parce que nos compatriotes n'attendent que cela. Que cela : l'esprit de combat, de résistance et d'espérance. Ce que vous avez montré parfois depuis longtemps sur votre territoire, mais ce que nous avons montré parce qu'on a travaillé tous ensemble, là, pendant trois ans, c'est qu'on savait faire ce qui paraissait impossible quand on y mettait les moyens, qu'on se serrait les coudes et qu'on avançait avec un objectif : le bien commun. On redonne la dignité à chacun quand on se bat pour le bien commun. On se fiche des opinions politiques. On s'en fiche. Ce sont des divisions qui nourrissent les débats démocratiques au moment des échéances et c'est normal. Mais ça ne doit jamais atteindre à l'essentiel. L'essentiel, c'est

moment des concurrences et c'est normal, mais ça ne doit jamais atteindre à l'essentiel. L'essentiel, c'est l'intérêt général. C'est le bien commun. C'est de relever des territoires. La bataille que nous avons à mener aujourd'hui, elle est historique. Nos parents et grands-parents, et on le sait ici, ont connu des guerres. On est aujourd'hui dans ce même merveilleux Familistère ; je me souviens, cher Nicolas, qu'on était il y a quelques mois à Montcornet sur des terres de victoire qui portent la fierté aussi de ces territoires qui ont tout vécu. Il y a eu les guerres, il y a eu les désindustrialisations, toutes les morsures. Mais notre génération, elle a à vivre une transition historique, où le changement climatique, les grandes difficultés, la fracture technologique, et en même temps tout ce qu'on a subi depuis des générations, cette pauvreté qui s'est installée et concentrée, donnent le sentiment que tout pourrait d'un seul coup s'affaïsser. C'est nous aujourd'hui, tous ensemble, qui devons ne rien céder et croire en chacune et chacun, toujours regarder la dignité dans le visage de nos compatriotes et parler à cette part de dignité et d'espoir. Ne jamais flatter la part de haine de l'autre, la part de déclinisme. Mais regarder cette part-là, cette part-là, elle part au collectif. Et elle veut quoi ? L'éducation pour les enfants, la vie meilleure pour eux, la dignité par le travail, le sens donné à sa vie. C'est ça, ce qui nous a fait. C'est ça, ce qui nous fera demain. Le combat que vous menez au quotidien, même s'il est parfois difficile, je vous le dis, c'est celui-là et c'est celui-là que nous continuerons à mener pour la Nation tout entière. Il habite ces lieux, on le sent ô combien. Il a permis à notre pacte de réussir durant ces trois années, il nous permettra de continuer. Je ne crois qu'en une chose, le long terme. Le long terme. Quand il faut résister, quand il faut aller au bout des choses, on ne le fait pas du jour au lendemain, ce ne sont pas des coups, ce ne sont pas des propos d'estrade. Il faut s'engager, il faut revenir, il faut travailler d'arrache-pied comme vous le faites, comme nous le faisons aujourd'hui, comme nous continuerons de le faire demain. Parce que nous sommes des besogneux. Et parce qu'il n'y a qu'avec le sens du long-terme qu'on fait les grandes choses. C'est comme ça qu'ont fait ceux qui nous ont précédé, c'est comme ça qu'on fera à notre tour. Alors merci à vous pour votre engagement de chaque jour.

Vive la République et vive la France !